CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU MERCREDI 22 OCTOBRE 2025 EXTRAIT DES DELIBERATIONS

Nb. de Conseillers en exercice: 53

Au vote de l'affaire :

Nb. de présents : 36 Nb. de représentés : 6 Nb. d'absents : 11 L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux octobre à 17h08, le Conseil Municipal de Saint-Pierre s'est assemblé en séance ordinaire à l'Hôtel de Ville, sur convocation légale, sous la présidence de Monsieur David LORION, Maire.

AFFAIRE Nº 42/2082:

Opération d'aménagement RHS Chemin Rangama : convention d'aide financière versée aux familles conformément à la loi n°2011-725 du 23 juin 2011 dite loi Letchimy

ETAIENT PRESENTS:

MM. LORION David, DIJOUX Stéphano, SIGISMEAU Béatrice, OMARJEE Mohammad, AHO NIENNE Sandrine, TEVANEE Jean François, VALY Nazir, FATIMA Sofa, DAMOUR Kichena, TIONOHOUE Sabrina, TAN Willy. CHAMBI DJOUMBAMBA Marie Richela, POTIN Philippe, ROUVRAIS Simone. **MINATCHY** ALAGUIRISSAMY CARPAYE Nadine, BRET Jean Paul, NASSIBOU Guilaine, BALZANET Jonhy, PALIOD Marie Claude, KHELIF David, BRINDON Marie Line, PAPY Anne Marie, VAYABOURY Jean Patrick, CADET André, RAYMOND Edmée, VON-PINE Bernard, DAFFON Amédée Albert, TAYLLAMIN Patricia, AGATHE Chantal, JETTER Régine, NARIA Olivier, MALIDI Mariaty, ARAYE GOBALOU ERAMBRANPOULLE Virginie, **BASSE Pascal**

REPRESENTE (S):

MM. FERDE Thérèse (par M. MINATCHY Mariot), GUIEN Marie Claire (par M. DAMOUR Kichena), PERIANAYAGOM Albert (par M. TAN Willy), MALET Viviane (par M. LORION David), HOARAU Berthe Denise (Mme PAPY Anne Marie), BELLON Stéphen (par Mme AHO NIENNE Sandrine).

ABSENTS:

MM. MOREL Didier, ACAPANDIE Freddy, RIVIERE Christelle, RAVAT Adame, BALAYA GOURAYA Armand, SAUTRON François, BEDIER Corine, HOARAU Brigitte, BOYER Marie Pascaline, ANDA Jean Gaël, BOYER Thierry.

Le Maire constate que le quorum est atteint et que le conseil peut valablement délibérer

Le Conseil Municipal a nommé Madame Sandrine AHO NJENNE pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le Maire certifie que le compte rendu de la délibération a été affiché le 27 octobre 2025 et la convocation du Conseil Municipal faite le 15 octobre 2025.





<u>Affaire n°42/2082</u>: <u>Opération d'aménagement RHS Chemin Rangama</u>: <u>convention d'aide</u> financière versée aux familles <u>conformément</u> à la loi n°2011-725 du 23 juin 2011 dite loi Letchimy.

Aménagements Opérationnels et Développement Durable - Direction de l'Aménagement et de la Prospective Urbaine

Le Maire rappelle à l'Assemblée que la Commune de Saint-Pierre a engagé une procédure de Résorption d'Habitat Spontané (RHS) au Chemin Rangama (97432), concernant diverses parcelles communales cadastrées section IA n° 181, n° 1464, n°1466, n° 1467, n° 1471, n° 1472, n° 1474, n° 1475, en référence de la Loi n° 2011-725 du 23/06/2011 « portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer » dite Loi Letchimy.

Pour mener à bien ce projet, la Ville a confié cette opération en mandat d'aménagement à la SEDRE le 14 novembre 2017.

Sur ce secteur d'intervention, la réalisation des travaux d'aménagement et d'infrastructure (voiries et réseaux divers) sont indispensables. Ces interventions, encadrées par la procédure de lotissement autorisée par arrêtés du 24 avril 2023 PA97416 22 AM013, consiste à mettre en œuvre des solutions de logements compatibles avec les capacités et souhaits des familles, occupants sans titre, en conformité avec la réglementation du logement.

Néanmoins, ces aménagements imposent la démolition de certaines constructions diagnostiquées insalubres et situées sur l'emprise des travaux et dont le plan est annexé à la présente.

Conformément aux dispositions de la loi, et notamment en son article 1, ces démolitions peuvent donner droit au versement d'une indemnité sous conditions :

- 1. Les occupants, leurs ascendants ou leurs descendants sont à l'origine de l'édification de ces locaux:
 - 2. Ces locaux constituent leur résidence principale ;
- 3. Les occupants justifient d'une occupation continue et paisible de ces locaux depuis <u>plus de dix ans</u> à la date de la délibération de la collectivité publique ayant engagé l'opération, à celle de l'ouverture de l'enquête publique préalable à la réalisation des travaux ou, en l'absence d'enquête publique, à celle de la décision de la personne publique maître d'ouvrage;
- 4. Les occupants n'ont pas fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion au cours de la période mentionnée au point 3.

Considérant que la liste des familles présentées dans le tableau ci-annexé répond aux critères cidessus exposés ;

Considérant l'évaluation du service des domaines en date du 25 novembre 2022 tenant compte de l'état technique et sanitaire de la construction, de la valeur des matériaux, de la surface du bien, de la composition familiale et de la durée d'occupation conformément à l'arrêté du 18 février 2013 fixant le barème de l'aide financière prévue aux articles 1 ,2,3 et 6 de la loi dites Letchimy ;

Considérant le courriel de France domaine sur la nouvelle demande d'évaluation formulée par la ville et précisant que les évaluations restent inchangées lorsque la situation des familles et l'état des bâtis n'ont pas évoluées depuis la dernière évaluation de 2022;

Considérant que les conditions sus mentionnées sont toujours remplies ;

Considérant le budget prévisionnel validé par le conseil municipal en son affaire 33/1586 du 25 juin 2024 et provisionnant cette dépense au bilan de l'opération;

Il convient de valider l'attribution d'une indemnité aux familles concernées par des démolitions dans le cadre de cette opération d'aménagement et dont la liste est annexée à la présente.

Accuse de réception en prefecture 974-219740164-20251022-42-2082-DE Date de télétransmission : 27/10/2025 Date de réception préfecture : 27/10/2025

Sur proposition du Maire, le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité, DECIDE :

- D'APPROUVER la convention type d'indemnité « Letchimy » à signer avec chacune des familles attributaires de l'aide financière, dont la liste est annexée à la présente, conformément au barème fixé par l'arrêté du 18 février 2013 dans le cadre de l'opération RHS Rangama ;
- DE VALIDER le montant des indemnités à verser à chacune des familles en compensation de la perte effective de son habitation et confirmé par le service des domaines en date du 25 novembre 2022 ;
- DE CONFIRMER les modalités de versement de cette indemnité afin de garantir une utilisation appropriée des sommes à verser aux familles bénéficiaires;
- D'AUTORISER la SEDRE à signer la convention d'indemnité Letchimy dans le cadre du mandat confié par la Commune et à entreprendre toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

P/EXTRAIT CONFORME,

David LORION

LE MAIRE

Accusé de réception en préfecture 974-219740164-20251022-42-2082-DE Date de télétransmission : 27/10/2025 Date de réception préfecture : 27/10/2025